

Cette perspective générale, celle de la IV<sup>e</sup> Internationale, implique avant tout la formation de partis politiques de lutte des classes qui prennent une influence réelle. Avant d'être à même de conduire victorieusement une révolution, ces partis peuvent avoir une influence décisive sur les événements mondiaux en créant dans les masses un climat qui ne permette pas aux impérialismes d'oser se lancer dans la guerre.

Johnson, dans un article du bulletin intérieur du S.W.P. de mars 1946, écrit : « Tout soulèvement révolutionnaire important en Italie ou en France, en Tché-

coslovaquie ou en Belgique ne peut qu'accélérer l'attaque de l'impérialisme anglo-américain contre l'Union soviétique en dépit de la nature contre-révolutionnaire de la bureaucratie. » Nous pensons bien que l'impérialisme n'assistera pas passivement au redressement des forces révolutionnaires en Europe, et qu'il essaiera de les réprimer durement. Mais rien ne justifie l'hypothèse qu'il se hâte de déclarer la guerre à l'U.R.S.S. dont la bureaucratie pourra lui rendre de grands services, d'autant plus qu'il devra justement attendre que le niveau révolutionnaire soit retombé et les masses européennes découragées.

## CHAPITRE III

# POLITIQUE SOVIÉTIQUE EN EUROPE ORIENTALE

## I. - IMPORTANCE DE L'ÉVOLUTION DE L'EUROPE ORIENTALE

Nous allons examiner les problèmes de l'Europe orientale à la lumière des renseignements malheureusement incomplets dont nous disposons et des analyses précédemment faites dans cet article. Ce n'est pas que nous considérons que l'Europe orientale fasse en aucune façon partie de l'U.R.S.S. ; mais elle constitue un champ d'expériences variées qui permet d'étudier les résultats de l'influence active de la bureaucratie dans des circonstances qui, à la suite de la guerre, furent objectivement favorables au renversement du capitalisme. Etant donné ce que nous avons vu du double caractère de la politique de la bureaucratie, nous pouvons prévoir que son influence a eu des résultats progressifs et des résultats contre-révolutionnaires. Il est de la plus haute importance de voir s'il est possible que les premiers l'emportent et permettent une transformation progressive et durable des rapports de propriété sans passer par la révolution prolétarienne. Leblanc a bien posé le problème dans un article d'octobre 1945 avec lequel nous aurons à préciser nos désaccords : « Il est indiscutable, écrivait-il, que moins encore aujourd'hui qu'hier les éléments dirigeants russes veulent la révolution socialiste. Mais ce qu'ils veulent est une chose et ce que l'histoire leur impose pour leur propre survivance en est une autre. » Les prototypes des réalisations progressives des bureaucraties en Russie furent la collectivisation et la planification. « Ils l'ont fait avec beaucoup de reculs, de zigzags, en employant des méthodes barbares, avec d'énormes frais, mais ils l'ont fait. »

Il semble qu'ils aient, par ces mêmes méthodes, réalisé une assimilation assez complète des pays baltes. A ce moment-là, ils ont seulement imposé la réforme agraire, réforme facilitée par les départs préalables des barons baltes. Mais

depuis l'industrie privée a dû s'intégrer au plan et s'assimiler par des processus où les ouvriers de la base ont eu peu de part. Bien qu'aux récentes élections le pourcentage des opposants y ait été plus fort qu'ailleurs, rien ne permet de croire que la bureaucratie ne tienne pas assez solidement en main ces régions comme elle tient en main l'Ukraine, malgré toutes les difficultés que nous avons signalées.

On a employé l'expression de rideau de fer pour désigner une ligne nord-sud au delà de laquelle on prétend que tout est totalement contrôlé par l'U.R.S.S. Le rideau de fer se déplacera-t-il vers l'Ouest, signifiant ainsi le passage d'une plus grande partie de l'Europe sous l'influence exclusive des Soviets, ou se déplacera-t-il vers l'Est, risquant de réduire à néant le glacis stratégique ? On conçoit l'extrême importance de ce problème.

L'évolution politique en Europe orientale doit être suivie de près du point de vue théorique, car elle permettra de juger les possibilités de révolutions bureaucratiques dans lesquelles des théoriciens du parti communiste français voient la solution moderne du renversement du capitalisme, alors qu'ils n'ont plus confiance dans le prolétariat. Nous avons vu précédemment que la bureaucratie stalinienne ne pouvait plus avoir confiance dans le prolétariat, il en est de même pour les cadres des partis communistes étrangers qui forment les altes, fortement contrôlées, de cette bureaucratie. Pour eux, il s'agit de prendre en douce, par ruse, des positions-clefs, d'y établir une bureaucratie communiste et, lorsqu'elle sera bien installée, de faire, grâce à elle, des réformes de plus en plus radicales sans les appeler par leurs noms. De telles expériences sont tentées en France, et dans des circonstances exceptionnellement favorables en Tchécoslovaquie et en Yougoslavie. Nous verrons les enseignements qu'elles apportent.

Il s'agit là d'un nouveau réformisme. Il n'a plus pour base sociale les conditions relativement aisées où le capital a

pu maintenir une partie de la classe ouvrière, mais les défaites accumulées par celle-ci. Il est brutalement et sûrement répandu parmi les éléments avancés, par l'emprise démoralisante des partis communistes qui, depuis 1934, ont habité progressivement les militants à des méthodes qu'ils auraient au début jugées cyniquement contre-révolutionnaires et réformistes. Ce réformisme, comme l'ancien réformisme, se heurte à la lutte des classes que les capitalistes mènent de façon toujours plus implacable. Comme le disait toujours Trotsky : « On ne ruse pas avec l'histoire ». Une des principales tâches théoriques de la IV<sup>e</sup> Internationale est de réfuter ce néo-réformisme par la théorie et l'examen des expériences politiques en cours. A la fois dans les rangs des partis communistes, dans les milieux stalinisants qui gravitent autour d'eux et dans nos propres rangs parfois, on assiste à des justifications théoriques de cette « révolution bureaucratique », de ce néo-réformisme. La base sociale de ce néo-réformisme est analogue à celle du réformisme classique. Ce sont des bureaucraties élevées au-dessus du niveau de la masse, craignant l'intervention de la masse, qui souhaitent la conquête pacifique du pouvoir sous leur direction. Ce réformisme a pourtant infiniment plus de possibilités que le réformisme social-démocrate ; car les dirigeants sociaux-démocrates sont les représentants au sein de l'aristocratie ouvrière, de leur propre bourgeoisie impérialiste, tandis que les dirigeants stalinisants représentent la bureaucratie soviétique, hostile à la bourgeoisie impérialiste. Aussi le stalinisme menace-t-il beaucoup plus la bourgeoisie que le réformisme classique. Aussi comprend-on que des conditions nouvelles puissent à nouveau poser le vieux problème, résolu par l'histoire, du réformisme. Néanmoins, rien de sérieux n'a été apporté en sa faveur. Le néo-réformisme n'a pas à son acquis de victoire solide qui ait fait ses preuves. Et déjà, en France (victoire de la réaction au référendum), comme en Europe orientale (élections en Autriche, en Hongrie), il a montré les dangers qu'il comportait. Le développement des partis de la IV<sup>e</sup> Internationale, redonnant au prolétariat son rôle moteur, pourra seul anéantir ces théories nées du désespoir et de l'isolement.

## II PRINCIPAUX CARACTÈRES DE L'ÉVOLUTION DE L'EUROPE ORIENTALE

En les étudiant, nous retrouvons à chaque instant le double aspect de la politique soviétique : d'une part, elle vise à soustraire l'Europe orientale à l'emprise des grands impérialismes, ce qui ne serait possible en réalité d'une façon durable qu'en collectivisant et en planifiant son économie ; d'autre part, elle doit éviter tout soulèvement révolu-

tionnaire et piller l'économie des pays occupés pour soutenir la sienne.

### a) L'influence politique de l'U.R.S.S. et des partis communistes

L'U.R.S.S. utilise systématiquement son influence considérable dans le but suivant : établir des gouvernements bourgeois, en général à participation stalinienne, qui lui soient favorables et concrétiser son influence politique par des partis communistes bureaucratés. Ceux-ci n'utilisent leur influence politique que dans les strictes limites de cette politique (renversement des gouvernements insuffisamment pro-soviétiques, etc.). Marcoux a très justement dit que la politique stalinienne en Europe vise à établir une dualité de pouvoir entre la bourgeoisie toujours liée au capitalisme mondial et la bureaucratie stalinienne locale, prolongement de la bureaucratie soviétique. Mais cette bureaucratie stalinienne ne s'appuie sur aucun mouvement révolutionnaire capable de renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie et sur aucun système socialiste capable de remplacer le capitalisme. Or, une qualité de pouvoir est chose instable ; il est à prévoir que celle-ci se résoudra au détriment de la bureaucratie à mesure que, avec les années, le capitalisme mondial reprendra pied en Europe orientale. Nous reviendrons sur ce point.

En Pologne, où la tradition des classes dirigeantes et tous les gouvernements, y compris celui de Londres, ont toujours été réactionnaires et antisoviétiques, l'U.R.S.S. a du mal à maintenir un gouvernement qui lui soit favorable, et celui-ci est en proie à de violentes attaques. Dans tous les autres pays, l'orientation pro-soviétique de la politique intérieure est acquise du seul fait de la promiscuité, de l'occupation, de l'importance de la Russie et de l'armée Rouge — et aussi du fait que l'influence économique et politique de la Grande-Bretagne et de la France a brusquement baissé pendant la guerre. Cela est net en Tchécoslovaquie où point n'est besoin d'un ministre des Affaires étrangères communiste pour assurer une politique préconisée par les bourgeois eux-mêmes.

L'influence de l'U.R.S.S. se manifeste également par l'importance et le développement des partis communistes. En Autriche, les élections, après sept mois et demi d'occupation, ont été un cuisant échec pour le P.C. qui a eu huit sièges aux élections contre 72 aux sociaux-démocrates et 84 aux catholiques populaires. Il n'en est pas de même en Allemagne ; le problème allemand a une telle importance que l'U.R.S.S. semble vouloir s'assurer des positions sérieuses par l'intermédiaire du P.C. au profit duquel elle impose une unité ouvrière artificielle. Elle a abandonné le délire antigermanique à la Ilya Ehrenbourg ; elle poursuit une réforme agraire et semble vouloir procurer au pays certains avantages économiques et ne pas la piller aussi brutalement que l'Autriche.

En Hongrie, en Roumanie, en Bul-

garie, les partis communistes, bien qu'ils ne groupent qu'une minorité des habitants, ont une très grande influence politique. De même en Tchécoslovaquie où ils ont plus du tiers des voix dans le pays et des sièges au Parlement où, avec les sociaux-démocrates, ils ont la majorité absolue.

En Yougoslavie, enfin, le parti communiste détient véritablement le pouvoir mais il a de telles racines dans le pays qu'il doit être considéré comme dépendant moins directement que dans les autres pays du gouvernement soviétique. Disons quelques mots de cette expérience yougoslave : il apparaît bien que la constitution ne dit pas un mot du communisme. Mais, bien qu'elle déclare préserver l'industrie privée, bien que le gouvernement comprenne, à côté des communistes, des démocrates, des socialistes, des agrariens serbes, des républicains, on a affaire à un régime totalitaire à tendances communistes. A sa tête serait un groupe de cinq communistes dont Tito. A la base seraient des conseils populaires et cela serait très important bien que ces conseils soient contrôlés de près par les communistes quand ils ne sont pas constitués par eux seuls et qu'ils aient d'importantes fonctions de surveillance policière sur tous les citoyens. Les juges sont élus par ces conseils ou des assemblées populaires et les jugements sont publics. Même si ces organismes de base ont un caractère policier et bureaucratique ils constituent des assises assez sérieuses pour le régime.

Au sujet de l'épuration, nous manquons de données, en particulier pour l'Allemagne, mais il semble que, sauf en Pologne, elle ait été plus poussée qu'en Europe occidentale. En Bulgarie, elle aurait été particulièrement ferme, et surtout en Yougoslavie. Mais les scandales de non-épuration sont aussi faciles à trouver en Europe orientale qu'en Europe occidentale.

### b) Le problème des nationalités

Ce problème a toujours déchiré l'Europe centrale et orientale. Quelle fut à ce point de vue l'influence de la Russie ?

Il y a eu des progrès dans les rapports des Tchèques et des Slovaques. Mais c'est surtout la Yougoslavie qui s'est inspirée des méthodes dont la révolution d'octobre avait montré l'excellence : elle est devenue un état fédératif, ce qui a détendu les rapports entre Serbes et Croates. Il y a là un véritable progrès.

Mais c'est le seul progrès. Dans tous les autres pays, le problème des nationalités continue à être traité comme avant la guerre ou plus brutalement encore. La Tchécoslovaquie expulse brutalement les Allemands des Sudètes. Quant à la Pologne, elle a expulsé, dans de terribles conditions et massivement, toute la population allemande des 150.000 kilomètres carrés annexés (dont les villes de Dantzig, Stettin). La Tchécoslovaquie expulse les Hongrois ; la Hongrie et la Roumanie se disputent la Transyl-

vanie ; la Pologne et la Tchécoslovaquie demandent Teschen, le problème juif n'a pas été résolu en Pologne, etc.

Les problèmes des nationalités ont toujours été exacerbés par les nationalismes qui sévissaient à l'intérieur de chaque pays. Ceux-ci ont-ils été diminués sous l'influence de l'U.R.S.S. et des partis communistes ou sous la pression des événements qui montrent depuis un demi-siècle la malaisance des rivalités nationales ? Absolument pas : les passions nationales sont exacerbées du fait des occupations, de la guerre, et la diplomatie soviétique, loin de les calmer, en joue cyniquement. Il s'agit pour elle, non pas d'organiser l'avenir, mais d'obtenir dans le présent l'influence la plus grande possible. A cette fin, les partis communistes flattent les passions nationales. En Allemagne, le P.C.A. semble vouloir prendre à ce point de vue la succession du parti national-socialiste. Il en résulte la disparition totale de l'internationalisme dans les rangs de ce qui fut la III<sup>e</sup> Internationale. Communistes français et allemands se disputent au sujet de la Ruhr comme leurs bourgeoisies respectives. Communistes italiens et yougoslaves se battent à Trieste. C'est là un des aspects les plus alarmants de la situation mondiale.

### c) La réforme agraire

Des survivances féodales subsistent sous forme de grandes propriétés terriennes (il n'y en avait toutefois plus en Bulgarie et presque plus en Tchécoslovaquie). Après la seconde guerre mondiale ces grandes propriétés ont été presque partout supprimées. C'est ce qu'on appelle la réforme agraire. Cette mesure a toujours figuré au programme des révolutions démocratiques bourgeoises et il est important de noter qu'elle a été réalisée par le très impérialiste gouvernement américain dans quelques endroits de la zone d'occupation où elle était encore à faire. Cependant, en Russie, où elle fut réalisée à la fin de 1917 sous l'impulsion, non de la bourgeoisie, mais du prolétariat révolutionnaire, elle s'enchaîna directement avec des mesures de la révolution prolétarienne. En fut-il de même en Europe orientale où les bourgeoisies des pays à grandes propriétés terriennes étaient sans force propre et discréditées par la collaboration avec l'hitlérisme ? Sauf en Yougoslavie, la réforme agraire ne s'est pas intégrée à un processus révolutionnaire général. La réforme agraire que la bourgeoisie n'était pas capable de faire seule a été conduite par la bureaucratie soviétique de manière à éviter un essor révolutionnaire des masses. Il est symptomatique que, en Roumanie, les biens de l'Eglise et de la Couronne n'aient pas été touchés. Grâce à la bureaucratie, la réforme agraire a pu se faire tardivement sans compromettre l'économie capitaliste.

La fin des derniers vestiges du féodalisme dans les campagnes d'Europe orientale est un fait d'une énorme importance. La bureaucratie soviétique a effectué, sans aucun appui de masse la réforme bourgeoise par excellence,